

REPUBLIQUE FRANCAISE
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

**DEPARTEMENT
DES YVELINES**

**ARRONDISSEMENT DE
VERSAILLES**

COMMUNE DE TRAPPES

Nombre de conseillers en exercice : 39

Nombre de présents : 27

Nombre de votants : 34

N'a pas pris part au vote : 0

Réf : 2025-123

Objet : Approbation de la convention de mise à disposition d'un conseiller de prévention des risques par le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne de la région Ile-de-France

Séance du 8 décembre 2025

L'an deux mille vingt cinq, le huit décembre, à 18h00 le Conseil municipal de Trappes, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Ali RABEH,

Présidence :

Monsieur le Maire Ali RABEH

Présents : Ali RABEH, Sandrine GRANDGAMBE, Noura DALI, Pierre BASDEVANT, Aminata DIALLO, Gerard GIRARDON, Alienor EBLING, Aurélien PERROT, Jarina SAMAD, Marc LE FOLGOC, Frederic REBOUL, Housseem DHAOUADI, Anne-Andrée BEAUGENDRE, Catherine CHABAY, Sira DIARRA, Jamal HRAIBA, Murielle BERNARD, Abdelhay FARQANE, Ahmed KABA, Sarith SA, Cristina MORAI, Anne CLERTE-DURAND, Guy MALANDAIN, Fouzi BENTALEB, Mimouna SARAMBOUNOU, Patrick LEBOUCCQ, Annie LE HIR.

Absents excusés représentés :

Djamel ARICHI représenté par Pierre BASDEVANT
Suzy LEMOINE représentée par Alienor EBLING
Colette PARENT représentée par Aurélien PERROT
Said DSOULI représenté par Fouzi BENTALEB
Benoit CORDIN représenté par Anne CLERTE-DURAND
Hélène DENIAU représentée par Jarina SAMAD
Maxime VELAY représenté par Gerard GIRARDON

Absents : Mme Florence BARONE, Mme Dalale BELHOUT, Mme Josette GOMILA, Mme Véronique BRUNATI, Mohamed KAMLI.

Secrétaire : Abdelhay FARQANE

Administration : Pascal TRAN, Nahida AOUSTIN, Jules CHAMOUX, Nelly LOUIS, Stéphane DREYFUS, Philippe FAUGÈRES, Jean-Baptiste GRENIER, Pierre-Jean TISSERAND, Bouchra AIT AOUAJ, Géraldine LUCO

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Versailles peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa notification et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ; -deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

2025-123

Objet : Approbation de la convention de mise à disposition d'un conseiller de prévention des risques par le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne de la région Ile-de-France

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 4,4-1 et 4-2 ;

Vu l'avis de la Commission Administration et Intercommunalité du 25 novembre 2025 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 25 novembre 2025 ;

Considérant l'intérêt pour la ville de Trappes de bénéficier d'une analyse pertinente pour optimiser ses actions de prévention et d'être accompagnée dans la mise en œuvre de sa politique de prévention tout en s'assurant du respect de la réglementation ;

Considérant le projet de convention et la lettre de cadrage ci-annexées ;

Après avoir entendu son rapporteur et délibéré,

Article 1 : Approuve la convention, ci-annexée, proposée par le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne de la région Ile-de-France relative à la mise à disposition d'un conseiller de prévention du Centre de Gestion pour la ville de Trappes, conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature.

Article 2 : Précise que la Collectivité participe aux frais d'intervention du CIG à concurrence du nombre d'heures de travail effectivement accomplies et selon un tarif forfaitaire fixé chaque année sur décision du Conseil d'Administration du CIG.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout document y afférent.

Article 4 : Dit que les dépenses afférentes à l'application de cette convention seront inscrites au budget des exercices considérés, chapitre 011.

Approuvé à l'unanimité

Pour extrait conforme,

10 DEC. 2025

Ali RABEH
Maire de Trappes

